



Eric Frécon
Asia Centre

« Mais j'aime toucher l'homme, moi. »¹ Mantra souvent oublié du diplomate, de l'officier et du politiste – noyés sous les rapports, livres blancs, notes, stratégies, ordres, télégrammes et articles – il fait écho à celui du missionnaire, de l'éclaireur et de l'ethnologue : « Je est un autre », martelait le Père Ceyrac en citant Rimbaud² ; « mes expériences me

donnèrent ainsi un angle de vision inhabituel qui me permettait de comprendre et de partager les pensées de la foule des ignorants, aussi bien que de celles des hommes plus éclairés », insista T.E. Lawrence, intégré parmi les Arabes³ ; « la vérité d'une situation ne se trouve pas dans son observation journalière. [...] Moins qu'un parcours, l'exploration est une fouille : une scène fugitive, un coin de paysage, une réflexion saisie au vol permettent seuls de comprendre et d'interpréter des horizons autrement stériles » écrit lui aussi Lévi-Strauss, immergé chez les Indiens⁴.

Plus nous sommes en relations, plus nous sommes ce à quoi nous travaillons. Cette évidence vaut pour la face cachée des relations internationales, chez les criminels par exemple. Un pirate rencontré le printemps dernier avouait ainsi commettre des détournements jusqu'en mer de Chine alors que la foule de rapports du BMI (Bureau maritime international), du ReCAAP-ISC (Information Sharing Centre) et même de l'IFC (Information Fusion Centre) n'en faisait pas mention ; et pour cause : avec son gang, pour le compte d'un homme d'affaires sino-singapourien, il attaque des tankers déjà impliqués dans des trafics illicites, d'où l'absence de plaintes auprès des autorités.

A Leiden aussi, lors du 11^{ème} ICAS (International Convention of Asia Scholars), au fil des très nombreux panels pluridisciplinaires proposés, nous avons aussi pu enrichir notre réseau et multiplier les rencontres avec des auteurs, afin d'aller au-delà de leurs articles parfois lus et souvent aperçus (cf. Actualités, p. 2).

Plus classiquement, à la lumière des médias, les processus décisionnels mêlent une part non-négligeable d'irrationnel ainsi que de rationalité cachée et intime car personnelle. Aussi convient-il de bien connaître les femmes et hommes en place ; c'est l'objectif de la rubrique Personnalités (cf. p. 10), surtout dans un été qui suit des élections en Thaïlande, en Indonésie et aux Philippines (cf. Publications, p. 7). Des nominations sont à venir et seront décisives pour les prochains mois – notamment pour la gestion des mers indonésiennes (cf. le portrait de Ibu Susi p. 10, en écho à celui de Havas dans la précédente Lettre). De même, c'est l'été venu que le personnel tourne souvent dans les ambassades ou délégations

1 - CENDRARS, Blaise. *Bourlinguer*. Paris : Denoël, 2003 (1948). p. 171
2 - CEYRAC, Pierre. *Pèlerin des frontières*. Paris : Cerf, 1998. p. 121-122
3 - LAWRENCE, T.E. *Les sept piliers de la sagesse*. Paris : Gallimard (Folio), 1992 (1922-1926). p. 67
4 - LEVI-STRAUSS, Claude. *Tristes tropiques*. Paris : Plon (Terre humaine), 1984 (1955). p. 9-10

occidentales. Là encore, l'Observatoire veillera à réactualiser ses contacts. Surtout, la dimension humaine reste capitale à en juger des performances scrutées lors du dernier Shangri-La Dialogue : le ministre de la Défense chinois, présent pour la première fois depuis huit ans, ne s'est pas laissé démonter, tandis que son homologue américain décevait – et que la représentante européenne assurait plus que largement l'essentiel (cf. Publications, p. ***). Aux Philippines aussi, le vent tourne en fonction des seuls mouvements d'humeur de Duterte, encore une fois très versatile après la collision fatale du bateau de pêche philippin avec un navire chinois (cf. Publications, p. 7).

En résumé, si Fernand Braudel, chantre de la longue durée collective, était terrorisé par l'événement, nous avouons être bercés au rythme individuel des nominations et déclarations. Et en bref, partez en congés mérités l'esprit tranquille. Vous trouverez à votre retour, fin août et parce qu'il se passe toujours quelque chose dans tous les Etats d'Asie du Sud-est, un bilan relatif aux 660 718 687⁵ femmes, hommes et enfants tibéto-birmans, karens, sino-tibétains, miao-yaos, thaï-kadaïs, austro-asiatiques et austronésiens. A partir de cette approche en « terre humaine », à force de « bourlinguer » de séminaires en kampung, et de chancelleries en think tanks, espérons alors faire mentir Cendrars : « Les Blancs n'ont jamais pu gagner le cœur de l'Asie » expliquait-t-il, amer⁶. Toutefois, entre « la faillite des Blancs dans tout l'Orient » qu'il évoquait aussitôt et les relents parfois néo/postcoloniaux, œuvrons encore à une relation équilibrée, à la fois décomplexée et... savoureusement complexifiée afin de toujours tenter de davantage tendre, tendre et tendre encore, vers le réel...

Edito	p. 1
Lettre de...	p. 3
Bakun (Malaisie) & Sambor (Cambodge)	
Chronologie	p. 4
Publications	p. 7
Vu sur <i>Twitter</i>	p. 9
Personnalités	p. 10
Susi Pudjastuti (Indonésie)	
Kirsten Han (Singapour)	
Han Chuon Naron (Cambodge)	
Agenda	p. 12
3 Questions à	p. 13
Dr. Deasy Simandjuntak (Indonésie/Singapour)	

5 - Source : ASEAN Secretariat, 2019.

6 - CENDRARS, Blaise. *Bourlinguer*. Paris : Denoël, 2003 (1948). p. 171

Observatoire Asie du Sud-Est - cycle 2017-2020 - avec le soutien de la DGRIS • @StrategicSEAsia

Dr. Eric Frécon, Margot de Groot van Embden, Héroïse Poras

Par Asie du Sud-Est, nous entendons Birmanie (Myanmar), Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Vietnam.

L'Observatoire de l'Asie du Sud-Est est une plateforme de recherche dédiée aux défis stratégiques qui animent la région. Le cycle 2017-2020 est piloté par Eric Frécon pour Asia Centre, avec le soutien du ministère des armées, via sa Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS). L'Observatoire s'appuie sur un réseau de jeunes chercheurs et chercheuses travaillant au plus près du terrain. Son activité consiste en une lettre d'information bimensuelle, des publications thématiques, des tables-rondes d'experts et d'expertes et l'organisation d'un séminaire annuel.

Bonne visite sur notre site internet www.centreasia.eu

Asia Centre, 2 avenue Bugeaud 75116 Paris • contact@centreasia.eu • 01 75 43 63 20

VIE SCIENTIFIQUE DE L'OBSERVATOIRE

Table ronde du 15 juillet : **Élections à Singapour : « démocratie illibérale » ? Enjeux officiels et officieux à court et à long terme.** Par le Dr. Eric Frécon
Compte-rendu à venir

Publications

Abe's Coast Guard Diplomacy in Southeast Asia, par Jay Tarruela, note de l'Observatoire Asie du Sud-est, Asia Centre.

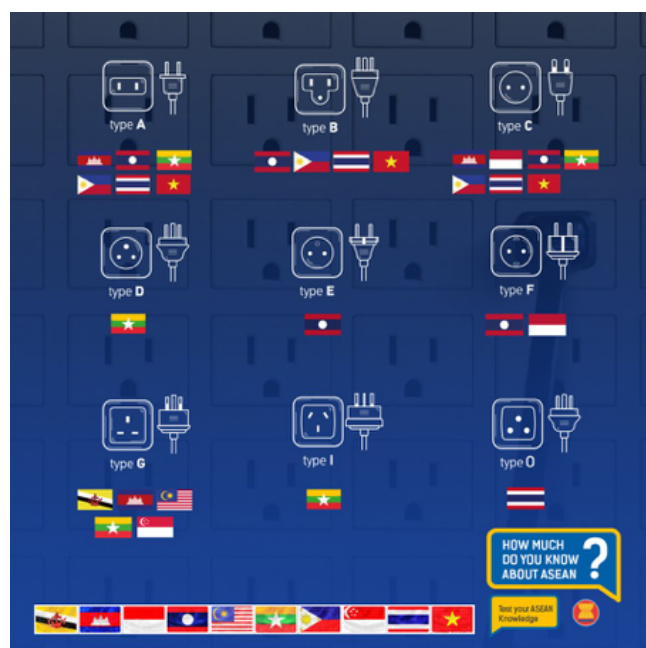
Les Think-tanks en Asie du Sud-est, par Pierre Ferrebeuf, note de l'Observatoire Asie du Sud-est, Asia Centre.

Interventions

Panel lors de l'ICAS 2019 à Leiden : « Coast-Guard Diplomacy in East Asia », et présentation sur le cas français en Asie du Sud-est, à partir des exemples indonésiens et malaisiens.

IMAGES D'ACTUALITÉ

Réponse au quizz de la précédente Lettre d'information (et avant vos prochains déplacements professionnels – ou estivo-personnels).



En écho à l'éditorial et pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux arrivants (en Asie du Sud-est), voici une carte postale imaginée : le premier contact de Joseph Conrad avec l'Orient !

« Soudain un souffle de vent, un souffle faible et tiède, chargé d'étranges senteurs de fleurs d'arbres, de bois aromatique, s'exhale de la nuit tranquille – le premier soupir de l'Orient sur mon visage. Cela, je ne pourrai jamais l'oublier. C'était impalpable et envoûtant comme un sortilège, comme la promesse chuchotée de mystérieux délices. (...) Pour moi tout l'Orient tient dans cette vision de ma jeunesse. Il est tout entier dans cet instant où j'ouvris sur lui mes yeux de jeune homme. Je l'avais rencontré après un corps à corps avec la mer – et j'étais jeune – et je le voyais qui me regardait. Et voilà tout ce qu'il en reste ! Rien qu'un instant, un instant de force, de rêve, d'enchantement – de jeunesse !... Un éclair de soleil sur un rivage étrange... ! »

(Joseph Conrad, *Jeunesse*, 1898)

NB : dans la prochaine Lettre d'information, nous vous proposerons une liste très subjective d'ouvrages introductifs à l'Asie du Sud-est (essais, un peu, et romans, surtout)...

A voir aussi : la photo de la tribune du jeune et influent Richard Heydarian suite à l'incident qui a vu un navire chinois – pêcheur pour les uns, milicien pour les autres – couler un bateau de pêche philippin dans des eaux disputées, sans que le président Duterte ne s'indigne à l'encontre de Pékin (voir le compte Twitter de l'Observatoire pour plus de précisions et Chronologie, p. 4).



Référence de la tribune : Richard Heydarian, « Duterte's independent foreign policy », *The Inquirer*, 2 juillet 2019 : <https://opinion.inquirer.net/122317/dutertes-independent-foreign-policy> (accédé en juillet 2019).

Source de la photo : Benign0, *Inquirer columnist @ RicHeydarian PLAGIARISED @Inq_Opinion columnist Conrado de Quiros!*, 2 juillet 2019 : <https://www.getrealpundit.com/tag/journalism/> et <https://twitter.com/UnliRace/status/1145883324679770115> (accédés en juillet 2019).

Lettre de...

Bakun (rivière Balui, Sarawak, Malaisie)
Sambor (fleuve Mékong, Cambodge)

Antonin Morin

Docteur en sciences économiques (laboratoire LIRIS à Rennes 2 et URDSE à Phnom Penh)

En Malaisie, les implantations chinoises sont réalisées sur les territoires de l'East Coast Economic Corridor (ECER) et du Sarawak Corridor of Renewable Energy (SCORE)¹. Les contrats-projets, les pratiques et les réseaux établis par la Chine, ciblent particulièrement la production d'énergie et les infrastructures nécessaires à leur transport.

Au Cambodge, les entreprises publiques chinoises suivent les concessions territoriales intégrées aux projets de la politique Belt and Road Initiative (BRI).

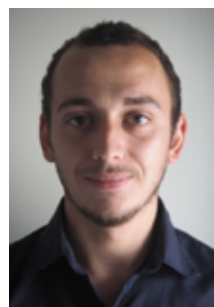
Plus généralement, il convient de s'attacher aux principaux projets de développement de la politique « ASEAN Interconnectivity of Mekong Subregion » (AIMS-1 2012-2022), dont le second volet (AIMS-2 2014-2024) apporte une attention particulière aux territoires du Cambodge et du Sarawak.

À partir de l'identification des entreprises publiques chinoises selon les activités ciblées pour préparer le « Made in China 2025 », il a été possible de caractériser les partenariats d'État à État qui privilégient l'implantation des entreprises publiques chinoises à l'étranger : les réseaux tracés par la Chine en Malaisie et au Cambodge en sont la démonstration.

S'agissant plus spécialement des marchés des énergies renouvelables (solaire et hydraulique) et de l'encadrement de la transition énergétique en ASEAN, il apparaît que les politiques facilitant le développement des énergies renouvelables s'opposent aux concepts attendus de développement durable et de protection des territoires. Les politiques de transition énergétique en ASEAN servent les stratégies de la Chine et la politique régionale (AIMS) révèle des composants identiques à la politique Great-Mekong-Subregion (GMS) initiée par la Chine et ses entreprises.

C'est à travers les routes tracées par la Chine dans les « pays voisins » (Yíqūān, 一圈) d'Asie du Sud-est, qu'une question se formalise, résumant tout le paradoxe et le dualisme de l'économie politique à l'étranger : la Chine, par l'implantation de ses entreprises en ASEAN, contribue-t-elle à une « mondialisation harmonieuse » – conformément à la politique chinoise de 2001 à 2020, période pendant laquelle la Chine s'est donnée pour objectif la réalisation des « sociétés harmonieuses et socialistes » (Shèhuì Zhùyì Héxié Shèhuì, 社会主义和谐社会) ?

Au regard des recherches doctorales tout juste menées, le projet des sociétés harmonieuses et socialistes fonctionne comme un révélateur des développements industriels parfois réussis, en Malaisie notamment ; mais souvent, les travaux menés mettent en lumière des stratégies de prédation puis de contournements des règles internationales exercées par les entreprises chinoises ; l'exemple des barrages de Bakun (Sarawak, Malaisie) et de Sambor (Mékong, Cambodge) illustre les limites d'un développement responsable.



Antonin Morin (morin.antonin@orange.fr) conduit actuellement des recherches de terrain en Malaisie et au Cambodge.

Il a obtenu un diplôme de master en langue chinoise à l'université de Jinan Shandong et un Master 2 en relations économiques euro-asiatiques avec l'université Rennes 2, délocalisé à Hanoi.

Le mémoire étudiait l'aménagement des territoires en Chine par la valorisation de l'économie locale et du développement durable.

En 2015, dans le cadre d'un contrat doctoral ministériel (CDM) avec le laboratoire LIRIS de Rennes 2, il a réalisé des recherches de terrains en Asie du Sud-Est. Ses recherches ont été l'objet d'une thèse soutenue en mai 2019, intitulée : Le monde selon l'harmonie chinoise : stratégies d'implantation des entreprises publiques chinoises en Malaisie et au Cambodge.

Actuellement basé à Phnom Penh, Antonin Morin poursuit des recherches sur l'économie de la Chine, en Malaisie et au Cambodge.

¹ - NdIR : projets suspendus en partie par Mahathir, puis repris ; cf. Ahmad Fairuz Othman, Azura Abas, "ECRL construction likely to resume next month, says MRL CEO", *The New Straits Times*, 15 avril 2019: <https://www.nst.com.my/news/nation/2019/04/479628/ecrl-construction-likely-resume-next-month-says-mrl-ceo> (accédé en juillet 2019).

Chronologie

BIRMANIE

Un nouveau port à conteneurs à Yangon

Adani Yangon International Terminal, filiale du groupe indien Adani Group, a reçu le feu vert fin avril pour construire et opérer un nouveau terminal à conteneurs dans le canton d'Ahlone, dans l'ouest de Yangon. Le projet vise à répondre à la croissance du fret maritime, qui devrait se poursuivre au cours des prochaines années.

Myanmar Times, 5 mai 2019

<https://www.mmtimes.com/news/new-yangon-port-be-constructed-trade-volumes-rise.html>

Coopération renforcée entre l'armée birmane et indienne contre les groupes rebelles aux frontières

L'armée birmane poursuivra les opérations contre les camps d'indépendantistes du Nord-Ouest de l'Inde, retirés dans les régions frontalières avec la Birmanie. Elles visent notamment le groupe Nagas NSCN-K, qui a récemment rejeté l'accord de cessez-le-feu avec le gouvernement birman.

Asia Times, 12 juin 2019

<https://www.asiatimes.com/2019/06/article/myanmar-and-india-becoming-brothers-in-arms/>

Crise des réfugiés Rohingya : une responsabilisation de l'ASEAN

En amont du 34^{ème} sommet de l'ASEAN à Bangkok, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont appelé les dirigeants de l'ASEAN à la concertation, afin de faire face à la crise humanitaire résultant des conflits dans l'ouest du pays.

Reuters, 19 juin 2019

<https://www.reuters.com/article/us-asean-summit-rohingya/asean-must-not-turn-a-blind-eye-to-plight-of-rohingya-groups-say-idUSKCN1TK0NT>

Restriction de l'accès à internet dans le Rakhine

Le ministère des Transports et des Communications a ordonné à quatre fournisseurs la suspension « temporaire » de leurs services dans neuf municipalités des Etats du Rakhine et du Chin, invoquant une « situation de crise ».

The Guardian, 25 juin 2019

<https://www.theguardian.com/world/2019/jun/25/myanmar-cuts-internet-to-rakhine-state-amid-unrest>

Arrestation de six indépendantistes birmans à Singapour

Les suspects, membres de l'Arakan Association, ont été arrêtés à Singapour et renvoyés en Birmanie soupçonnés d'utiliser la cité-Etat comme plateforme de recrutement pour l'Arakan Army (AA), qualifié de « groupe terroriste » par le gouvernement birman.

The Strait Times, 10 juillet 2019

<https://www.straitstimes.com/singapore/mha-arrests-at-least-six-supporters-of-myanmar-insurgent-group-in-singapore>

CAMBODGE

\$90 millions d'aide chinoise pour renforcer la défense cambodgienne

En marge du sommet BRI en avril 2019, la Chine a promis le versement de \$90 millions pour le développement des capacités de défense du Cambodge. Cette somme s'ajoute aux \$100 millions déjà sécurisés en juin 2018.

The Interpreter, 14 mai 2019

<https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/hun-sen-s-natural-bilateral-bestie>

Refus de l'offre américaine pour la réparation de la base navale Ream

Le ministère de la Défense a décliné une proposition visant à restaurer la base d'entraînement naval, deux ans après l'interruption des exercices conjoints avec les Etats-Unis sur le même site. Ce refus alimente les rumeurs concernant le possible hébergement de forces chinoises sur la base navale, ce que démentent les gouvernements chinois et cambodgien.

The Wall Street Journal, 22 juillet 2019

<https://www.wsj.com/articles/secret-deal-for-chinese-naval-outpost-in-cambodia-raises-u-s-fears-of-beijings-ambitions-11563732482>

Réouverture de la ligne de train Bangkok-Phnom Penh

Le Cambodge et la Thaïlande ont officiellement inauguré le 1^{er} juillet la nouvelle ligne de chemin de fer Bangkok-Phnom Penh, exactement 45 ans après sa fermeture en 1974. Cette nouvelle connexion ferroviaire de 385 km constitue un symbole du rapprochement bilatéral et devrait contribuer à développer les échanges commerciaux entre les deux pays.

Asia Times, 9 juillet 2019

<https://www.asiatimes.com/2019/07/article/cambodia-thailand-reconnect-a-cold-war-cut-link/>

INDONÉSIE

Une campagne d'inspection contre la radicalisation de la fonction publique

Le président Joko Widodo annonce un plan pour renforcer l'inspection des hauts-fonctionnaires, sous le pilotage de la nouvelle Agence nationale pour la promotion du Pancasila (BPIP). La campagne concerne pour l'instant une dizaine de ministères et quelques entreprises d'Etat.

Reuters, 21 juin 2019

<https://www.reuters.com/article/us-indonesia-politics-islamism-exclusive/exclusive-after-bruising-election-indonesia-to-vet-public-servants-to-identify-islamists-idUSKCN1TM0T8>

Arrestation du leader terroriste de la Jemaah Islamiah (JI)

La police anti-terroriste a arrêté le 29 juin en banlieue de Jakarta le leader de l'organisation, Para Wijayanto. Entraîné en Syrie auprès de la Jabhat Al-Nusia de 2013 à 2018, il aurait été impliqué dans les attentats de Bali en 2002 et l'attaque contre l'ambassade d'Australie à Jakarta en 2004.

The Straits Times, 2 juillet 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/indonesia-uncovers-neo-ji-terror-group-that-runs-oil-palm-plantation-business-for>

Un fonds spécial BRI pour faciliter les investissements chinois

Suite à la rencontre présidentielle en marge du G20 à Osaka, le gouvernement indonésien a proposé la création d'un fonds spécial BRI pour les entreprises chinoises souhaitant investir dans les quatre zones ouvertes aux investissements labellisés « Belt and Road Initiative ». Ce fonds devrait permettre aux entreprises indonésiennes de bénéficier d'emprunts à faible taux.

Antara News, 2 juillet 2019

<https://www.antaranews.com/berita/937205/indonesia-usulkan-dana-khusus-fasilitasi-investasi-empat-koridor-bri>

Rapprochement avec les Philippines et la Malaisie contre la menace terroriste

Le ministre de la Défense déclare que les forces spéciales indonésiennes sont prêtes à rejoindre les forces philippines et malaisiennes pour lutter contre les activités terroristes dans le Sud des Philippines, à la suite d'un appel à la coopération du président Duterte.

The Jakarta Post, 9 juillet 2019

<https://www.thejakartapost.com/news/2019/07/09/minister-warns-increase-is-linked-activities.html>

LAOS

Le Laos ne tombera pas dans le « piège de la dette » chinoise

Le Premier ministre assure que le pays s'est prémuni de tout risque de dépendance vis-à-vis de la Chine. Des inquiétudes ont ressurgi suite à la signature d'un MoU tripartite avec la Thaïlande et la Chine en avril dernier, pour la construction d'une ligne de train reliant les 3 pays.

Nikkei Asian Review, 31 mai 2019

<https://asia.nikkei.com/Spotlight/The-Future-of-Asia-2019/Laos-can-manage-debt-to-China-PM-insists>

MALAISIE

Douze US ScanEagle pour la Marine royale Malaisienne

Dans le cadre de leur programme d'aide régionale MSI (Maritime Surveillance Initiative), les Etats-Unis offriront douze drones ScanEagle à la RMN (Royal Malaysian Navy), pour renforcer ses capacités de surveillance maritime. L'Indonésie, les Philippines et le Vietnam recevront également 22 ScanEagles d'ici 2022, répartis entre les trois pays.

Channel News Asia, 12 juin 2019

<https://www.channelnewsasia.com/news/commentary/south-china-sea-us-sell-surveillance-drones-southeast-asia-11614512>

Renforcement des mesures de lutte contre la pêche illégale

Le ministre de l'Agriculture et de l'Industrie Agroalimentaire a déclaré que la Malaisie coulerait désormais les bateaux étrangers pêchant illégalement dans les eaux malaisiennes, augmentant en même temps les amendes imposées aux capitaines et aux équipages.

New Straits Times, 3 juillet 2019

<https://www.nst.com.my/news/nation/2019/07/501200/confiscate-and-sink-foreign-vessels-caught-fishing-illegally>

Nouveau rebondissement dans l'affaire 1MDB : inculpation du beau-fils de Najib Aziz

Rizaz Aziz, beau-fils de l'ancien Premier ministre, a été mis en examen le 5 juillet pour blanchiment d'argent. Le co-fondateur de la société de production *Red Granite Pictures*, aurait perçu près de 250 millions de dollars provenant du fonds d'investissement 1MDB.

The Straits Times, 6 juillet 2019

<https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/najibs-stepson-charged-over-1mdb>

PHILIPPINES

« Petit incident maritime » avec un chalutier chinois ?

L'allusion le 9 juin d'un navire chinois Yuemaobinyu avec un bateau de pêche philippin au large de Palawan, a causé le naufrage de 22 pêcheurs philippins, ensuite secourus par un navire vietnamien. Le président Duterte a qualifié l'évènement de « petit incident maritime ». Des enquêtes ont été lancées pour identifier la responsabilité des deux parties.

Rappler, 17 juin 2019

<https://www.rappler.com/nation/233282-duterte-statement-chinese-sinking-filipino-boat-recto-bank>

Reconnaissance mutuelle des délimitations des zones économiques exclusives avec l'Indonésie

En marge du sommet de l'ASEAN à Bangkok, les présidents Rodrigo Duterte et Joko Widodo se sont mis d'accord pour la signature d'un accord délimitant leurs ZEE respectives et pour le renforcement de leur coopération dans la lutte anti-piraterie.

Bloomberg, 23 juin 2019

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-06-23/indonesia-philippines-to-ratify-landmark-maritime-boundary-deal>

Exercice bilatéral avec le Japon en mer de Sulu

La marine philippine et la Force maritime d'autodéfense japonaise (JMSDF) ont conduit un exercice conjoint le 28 juin dernier, dans le cadre du IPD19 (Indo-Pacific Deployment). Un mois plus tôt, les deux pays se joignaient pour la première fois à un exercice maritime naval multilatéral FONOP (Freedom of Navigation Operations), avec l'Inde et les Etats-Unis.

The Daily Tribune, 30 juin 2019

<https://tribune.net.ph/index.php/2019/06/30/ph-japan-hold-maritime-activity/>

SINGAPOUR

La 5G pour des ports « nouvelle génération »

Pendant le *Singapore Defence Technology Summit 2019*, l'Agence de développement des médias d'informations (IMDA) et PSA International ont confié à Singtel et au géant de télécommunication M1, l'exploration de l'applicabilité de la technologie 5G pour la création d'un écosystème portuaire 4.0.

Channel News Asia, 27 juin 2019

<https://www.channelnewsasia.com/news/singapore/5g-singapore-iswaran-irma-40-million-11665648>

THAÏLANDE

Réélection du Premier ministre sortant

Suite aux élections législatives de mars dernier, Prayuth Chan-ocha, ex-chef de la junte militaire à l'origine du coup d'Etat de 2014, a été reconduit au poste de Premier ministre le 5 juin par le Parlement. Il l'emporte avec 500 voix contre 244 pour son adversaire, le millionnaire Thanathorn Juangroongurangkit et son parti d'opposition Future Forward.

The Economist, 5 juin 2019

<https://www.economist.com/asia/2019/06/06/the-leader-of-the-thai-junta-tortures-the-rules-to-remain-in-power>

34^{ème} sommet de l'ASEAN à Bangkok

Placé sous le thème du « partenariat pour un développement durable » (« Partnership for Sustainability »), le sommet a abouti à la formulation d'une vision stratégique commune pour l'Indo-Pacifique (AOIP, ou « ASEAN Outlook on the Indo-Pacific ») et d'une déclaration d'engagement pour la réduction de la pollution marine.

Bangkok Post, 24 juin 2019

https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1700540#cxrecs_s

Un militant pro-démocratie attaqué par des assaillants non identifiés

Sirawith Seritiwat, activiste critique du régime de la junte militaire, a été battu dans la rue le 28 juin dernier. C'est la deuxième attaque qu'il subit en un mois. L'enquête policière n'a pas donné suite.

The New York Times, 3 juillet 2019

<https://www.nytimes.com/2019/07/03/world/asia/thailand-attacks-democracy-activists.html>

TIMOR-LESTE

Inauguration de l'aéroport international d'Oecusse

Le président du Timor-Leste, Francisco Gueterres, a inauguré le 18 juin le troisième aéroport international du pays, localisé dans la région administrative spéciale d'Oecusse, enclave dans la partie indonésienne à l'ouest de l'île de Timor.

The Jakarta Post, 21 juin 2019

<https://www.thejakartapost.com/news/2019/06/21/after-oecusse-airport-wika-eyes-more-timor-leste.html>

Recherche de nouveaux investissements pour le projet Greater Sunrise

Après avoir racheté les parts de ConocoPhillips et Shell, la compagnie pétrolière nationale Timor Gap annonçait en mai 2019 la recherche de nouveaux partenaires financiers pour exploiter le gisement gazier. La rumeur – selon laquelle un prêt de US\$ 16 milliards de la Exim Bank chinoise aurait déjà été accepté – a toutefois été réfutée.

The Guardian, 26 juin 2019

<https://www.theguardian.com/world/2019/jun/26/timor-leste-rejects-report-it-is-taking-16bn-loan-from-chinas-exim-bank-for-gas-project>

Visite du ministre des Affaires étrangères à Singapour

Dionisio da Costa Babo Soares a rencontré son homologue singapourien Vivian Balakrishnan à l'occasion d'un Business Forum bilatéral, pour encourager les investissements au Timor-Leste, dont l'adhésion à l'ASEAN est actuellement à l'étude.

The Straits Times, 9 juillet 2019

<https://www.straitstimes.com/business/economy/timor-leste-urges-singapore-to-play-bigger-role-in-its-development-story>

VIETNAM

Accrochage entre un navire indonésien et un garde-côte vietnamien dans le Nord des îles Natuna

Le 27 avril, le KRI Tjiptadi 381 indonésien heurtait deux garde-côtes vietnamiens, qui essayaient d'empêcher l'arrestation d'un bateau de pêche vietnamien. Le ministère des Affaires étrangères vietnamien a réclamé le retour des douze pêcheurs vietnamiens arrêtés par les autorités indonésiennes. L'incident survint au niveau de la ligne de délimitation des ZEE des deux pays, qui n'ont toujours pas d'accord reconnaissant les frontières de leur ZEE respectives.

The Diplomat, 1^{er} mai 2019

<https://thediplomat.com/2019/05/the-old-challenge-in-the-new-indonesia-vietnam-south-china-sea-clash/>

Prochain membre non permanent au Conseil de Sécurité

Le Vietnam a été élu le 7 juin pour succéder à l'Indonésie comme membre non-permanent du Conseil de sécurité en 2020-2021, à 192 voix contre 193. Représenté aux Nations Unies depuis 1977, le Vietnam a déjà siégé en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité en 2008-2009 ; en 2020 il prendra la présidence de l'ASEAN.

Bao Anh Vietnam, 8 juin 2019

<https://vietnam.vnanet.vn/english/un-security-council-seat-enhances-vietnams-position-in-regional-diplomacy-security/419814.html>

Nouvelle confrontation entre la Chine et le Vietnam en mer de Chine méridionale

Des gardes côtes armés chinois et vietnamiens sont entrés dans un face-à-face tendu suite à une mission d'exploration du Haiyang Dizhi 8 au large des îles Spratleys, dans une zone riche en gaz pétrole disputée par le Vietnam et la Chine.

The South China Morning Post, 17 juillet 2019

<https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3018951/china-blocking-malaysian-and-vietnamese-oil-and-gas-vessels>

Publications

- PHILIPPINES : LE DILEMME CHINOIS DE DUTERTE
Richard Heydarian, *The South China Morning Post*, 23 juin 2019. (<https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3015670/rodrigo-duterte-thought-he-had-understanding-beijing-then-came>)
Aries Arugay, *Rappler Talk*, 26 juin 2019. (<https://www.rappler.com/nation/233927-rappler-talk-assessing-duterte-presidency-halfway-mark>)

En mai dernier, l'analyste Richard Heydarian qualifiait Pékin de « grand gagnant » des élections philippines de mi-mandat en mai dernier, qui avait assuré au « clan Duterte » la conquête de la Chambre haute, considérée comme dernier contrepoids au pouvoir pour déployer son « pivot vers la Chine ». Mais l'incident du 9 juin avec un navire chinois au large des côtes philippines, constitue un revirement sans précédent que Heydarian considère comme la plus grande crise de politique étrangère qu'ait connu le gouvernement de Duterte (cf. *supra* – Image d'actualité et Chronologie).

L'allusion d'un navire chinois le 9 juin avec un bateau de pêche philippin à l'arrêt, causant le naufrage de 22 pêcheurs philippines, a immédiatement suscité l'indignation générale de la population des Philippines. Le président Duterte avait dans un premier temps repris la version des autorités chinoises et qualifié l'événement de « petit incident maritime », discréditant ainsi les accusations des officiels de la marine philippine et de plusieurs diplomates. Mais la poursuite des manifestations au sein de la population le conduisit visiblement à revoir ses positions, puisqu'un mois plus tard, Duterte faisait appel à l'aide américaine, sommée de respecter le traité de mutuelle défense de 1951 et d'envoyer sa VII^{ème} flotte (70-80 bateaux) pour protéger les Philippines contre les incursions chinoises.

L'inconsistance des déclarations du président, a suscité le désaveu de plusieurs membres du Sénat, qui semblait pourtant être largement rallié à Duterte un mois plus tôt. L'opposition, qui avait – sans succès – centré sa campagne en avril dernier sur la critique de la politique « pro-chinoise » de Duterte, s'est de fait saisi de l'incident pour accuser le régime de vouloir « couvrir » le différend avec le voisin chinois. Le sénateur Risa Hontiveros, l'un des plus vifs critiques de Duterte, demandait au gouvernement de rappeler immédiatement son ambassadeur posté en Chine. Mais des sénateurs alliés, tels que Joel Villanueva, ont également condamné la « confusion » du discours politique, appelant le gouvernement à adopter une position plus ferme sur le conflit en mer de Chine.

Alors que la population philippine se montrait jusqu'ici peu préoccupée par le conflit territorial et maritime en mer de Chine, l'incident a cette fois-ci ravivé le sentiment national. Pour Aries Arugay, cela est lié à l'impact matériel et financier de l'accident sur un groupe de pêcheurs, touchant plus directement aux préoccupations des classes populaires que la dispute pour de lointains récifs et d'eaux riches en ressources naturelles.

A l'échelle nationale, pour Richard Heydarian, une enquête impartiale doit être réalisée, afin d'imposer les sanctions et des réparations adéquates à la partie responsable. A l'échelle régionale, l'incident pourrait enhardir d'autres

pays de l'ASEAN à prendre des positions vis-à-vis de la Chine, notamment le Vietnam et l'Indonésie. La montée du sentiment « anti-chinois » pourrait aussi contribuer à stimuler le multilatéralisme et la coopération au sein de l'ASEAN dans l'adoption d'un Code de Conduite plus contraignant. Le secours porté aux 22 pêcheurs philippins par un bateau vietnamien semble symboliquement incarner cette évolution.

- ELECTIONS EN THAÏLANDE : LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITÉ
Ian Storey, «Thailand's Military Relations with China : Moving from Strength to Strength», *ISEAS Perspective*, 27 mai 2019.
Punchada Sirivunnabood, «Thailand's Puzzling 2019 Election: How the NCPO Junta has Embedded itself in Thai Politics», *ISEAS – Perspective*, 29 mai 2019.
Thitinan Pongsudhirak, «The Evolving Thai Political Fault Lines», *The Bangkok Post*, 5 juillet 2019. (<https://www.bangkokpost.com/opinion/opinion/1707154/the-evolving-thai-political-fault-lines>)

Plus de deux mois après des élections législatives controversées – les premières depuis le coup d'Etat de la junte en 2014 –, la démission de Prayut Chan-o-cha à la tête du gouvernement militaire n'annonce finalement que sa reconduite au poste de Premier ministre. Assuré du vote des 250 sénateurs nommés par la junte, Prayut fut élu le 5 juin par l'Assemblée nationale, à 500 voix contre 244 pour l'opposition. Si les élections de mars avaient fait apparaître des forces nouvelles, comme le Future Forward Party (FFP), le cabinet présenté début juillet par le « gouvernement démocratiquement élu » comporte en revanche, peu de nouvelles têtes. Pour reprendre l'expression du professeur Paul Chambers, la situation s'apparente à « du vieux vin dans une nouvelle bouteille ».

Au régime de la junte militaire, succède un gouvernement de coalition dominé par des représentants de l'ancien régime et de partis pro-juntes. Seuls deux des cinq vice-ministres sont remplacés, allant aux candidats des partis ralliés au régime : le portefeuille du Commerce est attribué au leader du Parti démocrate, tandis que celui de la Santé va à celui du Bhumjaithai. Prayut Chan-o-cha se réserve quant à lui le poste de la Défense, tandis que la politique intérieure et les affaires étrangères restent dirigés par les mêmes dirigeants de « l'ex-gouvernement » militaire.

Si pour Pavin Chachavalpongpun, la stabilité du régime semble confortée par une incertaine « alliance militaro-monarchique » avec le nouveau roi Maha Vajiralongkorn, plutôt impopulaire, beaucoup s'interrogent sur la survie de la coalition gouvernementale, qui réunit 19 petits partis aux intérêts divergents et faisant face à une opposition forte à la Chambre basse (l'alliance des sept partis d'oppositions totalisant 246 sièges). D'après Thitinan Pongsudhirak, la polarisation politique du pays s'est même accentuée ces derniers mois, se doublant désormais de divisions générationnelles et idéologiques. La bipolarisation ne se réduit plus simplement à un affrontement entre le camp des « jaunes » et des « rouges », mais laisse apparaître une jeunesse pro-démocratique, opposée aux groupes

conservateurs et un *establishment* pro-juntes.

Les charges à l'encontre du Future Forward Party, qui incarne les aspirations des jeunes générations, ne cessent de s'accumuler depuis son succès inattendu aux élections de mars dernier, allant de la sédition à la transgression de règles électorales – coûtant en mai le siège parlementaire de son leader, Thanathorn Juangroongruangkit.

Le « retour à la normale » annoncé par Prayut Chan-o-cha semble donc plus indiquer un rétablissement de l'ordre militaire assorti d'un « vernis d'institutions démocratiques », qu'une pleine restauration des libertés politiques et civiques. Si l'annonce de Prayut de mettre fin au recours à l'article 44 de la Constitution – lui conférant un « pouvoir législatif spécial » – et de révoquer 66 des 500 « décrets spéciaux » – formulés depuis sa prise de pouvoir – semble donner des signes d'ouvertures, elle n'a pas empêché la Cour Constitutionnelle d'accepter neuf jours plus tard, une pétition accusant le FFP de vouloir « subvertir la monarchie constitutionnelle ».

En matière de politique étrangère enfin, le « retour à la normale » mérite également d'être nuancé. Les Etats-Unis ont certes, depuis les élections de mars, rétabli le fonds IMET (International Military Education and Training) qui avait été interrompu à la suite du coup d'Etat de 2014. L'embargo sur la vente d'armes a été levé en 2017 et les Etats-Unis demeurent la première destination des officiers thaïlandais, attirés par le prestige de ses académies militaires. La Thaïlande a toutefois entretemps considérablement renforcé ses échanges militaires avec la Chine. Le montant des acquisitions militaires auprès de la Chine a atteint des records inégalés auparavant (avec en 2017 l'achat de trois sous-marins pour un montant de US\$ 1,03 milliard, soit le plus gros achat de son histoire), les deux pays multiplient les exercices militaires conjoints (27 depuis 2005 dont 13 bilatéraux, soit plus que n'importe quel autre pays d'Asie du Sud-est) et ont développé des échanges dans la formation militaire (en moyenne 30 à 50 officiers de la RTARF (Royal Thai Armed Forces) participent depuis 2014 à des formations en Chine avec l'ALP (Armée de Libération Populaire)).

Espérons que du côté de l'ASEAN, la tendance soit en revanche plus au « changement » qu'à la continuité. La Thaïlande, qui a repris cette année la présidence tournante de l'ASEAN, avait connu une présidence chaotique en 2009, dans un contexte politique marqué par les violentes manifestations entre les « chemises rouges » et « chemises jaunes ».

-
- SHANGRI LA DIALOGUE : FRANCE ET INDO-PACIFIQUE – AU-DELÀ DU HEDGING ?
Ankit Panda, *The Diplomat*, 11 juin 2019. (<https://thediplomat.com/2019/06/frances-as-an-indo-pacific-power-making-the-case/>)
Collin Koh, *The South China Morning Post*, 3 juin 2019. (<https://www.scmp.com/week-asia/geopolitics/article/3012887/us-china-rivalry-will-continue-roil-asia-even-beijing-and>)

Pour la première fois depuis huit ans, le Shangri-La dialogue 2019 voyait la participation d'un ministre de la Défense chinoise. Le général Wei Fenghe a donné la réplique à son homologue américain, Patrick Shanahan, secrétaire adjoint de la Défense américaine, l'un et l'autre exprimant leur

souhait de trouver une issue au conflit diplomatique entre les deux puissances. Collin Koh estime toutefois que si ni la Chine ni les Etats-Unis ne souhaitent une confrontation militaire directe, il est peu probable que l'une ou l'autre partie fasse des concessions sur leurs priorités sécuritaires respectives. Le Premier ministre singapourien Lee Hsien Loong a exprimé son inquiétude quant à l'impact de ces tensions sur les plus petits pays de la région, préférant rester non-partisan dans le conflit entre les deux grands. Cette situation d'impasse risque toutefois d'entraîner dans les douze prochains mois, des bouleversements significatifs de l'ordre régional et des jeux d'alliance. Ces réajustements ne se font pas tant à travers un réaligement frontal Chine vs. Etats-Unis, choix qu'aucun pays de la région ne semble vouloir faire, mais plutôt à travers l'opposition de nouveaux « ensemble stratégiques conceptuels », comme le concept « d'Asie-Pacifique » contre celui « d'Indo-Pacifique ».

Pour Ankit Panda, la question au cœur du dialogue n'était pas tant la préservation des plus petits pays de la région dans les rivalités entre grandes puissances, que la manière dont l'Europe – et la France en particulier – pouvait éventuellement jouer un rôle dans l'Indo-Pacifique.

Si Florence Parly, ministre des Armées, a fait cette année un discours remarqué pendant le Dialogue, Ankit Panda note que la légitimité de l'intervention française dans la région suscite encore des doutes au sein des pays de l'ASEAN. Si la protection de la liberté de navigation et de la sécurité maritime relèvent bien d'enjeux internationaux, l'argument selon lequel la France serait de facto une puissance régionale de part ses territoires d'outre-mer et la présence de 200 000 ressortissants français dans les pays de l'Indo-Pacifique, ne convainc pas encore. Panda souligne notamment le décalage entre les récents déploiements de la Marine française, concentré dans le nord de l'Equateur, avec la géographie de des territoires d'outre-mer français et de sa zone économique exclusive, essentiellement situés dans la partie sud de la région.



Source et lien : @bill_hayton (6 juin 2019) - Associate Fellow with the Asia-Pacific Programme at Chatham House, specialist of the South China Sea.

Vu sur Twitter



- A propos des manifestations à Hong Kong et de la scène politique singapourienne...

Euan Graham (@graham_euan), [directeur de La Trobe Asia en Australie] 16 juin - « Can't help a curious thought about how Singaporeans feel watching Hong Kongers do one thing they cannot - public protest. »

Réponse :

Tim Huxley (@DrTimHuxley), [directeur exécutif d'IISS-Asia à Singapour] - « But Singaporeans can do one very important thing that Hong Kong people cannot: vote regularly in elections to choose their own sovereign government. »

- Commentaires venus de think tanks américains suite au discours du Premier ministre singapourien et surtout, plus directement, du ministre de la Défense malaisien particulièrement équilibrés entre Pékin et Washington lors du Shangri La Dialogue, en juin dernier à Singapour:

Greg Poling (@GregPoling), [CSIS-Washington, AMTI], 1^{er} juin - « Malaysian DefMin Mohamad Sabu suggests China, US both raise tensions in SCS. There's been a CCG ship patrolling a stone's throw from the Malaysian coast at Luconia Shoals most days for over 4 yrs. So...that's the

same as USN sailing through intl waters guess #SLD19 »

Lyle Morris (@LyleJMorris), [RAND, USA] - « These comments, increasingly voiced by SEA MinDefs, play into the hands of China's non-military maritime coercion strategy. Such thinking will only bolster China's confidence that it can use its coast guard to exert control over the entire SCS and regional NAVIES won't respond. »

Aaron Connelly (@ConnellyAL) - « Malaysian Defence Minister Mat Sabu, in response to my question, says "the Chinese Coast Guard [vessel] is bigger than Malaysian warships, so how can we chase them?" Says Malaysia will defend its sovereignty through diplomacy, doesn't want U.S. help.»

- Sur l'importance des facteurs domestiques à propos de la mer de Chine méridionale:

Evan A. Laksmana (@EvanLaksmana), [CSIS-Jakarta], 5 juin - « New @cjip_journal paper arguing for and demonstrating the centrality of domestic political legitimacy as the single most important variable explaining Chinese #maritime assertiveness: <https://academic.oup.com/cjip/article-abstract/12/2/229/5506590> »

Table 1. China's Changing Maritime Strategy

Indicator \ Strategy	Offshore security strategy	Maritime stability strategy	Maritime power strategy
Legitimate priority	Sovereignty and security	Economic modernisation	Political power
Main interests and goals	Protection of maritime sovereignty and security	Maintenance of peaceful environment	Peaceful development, core interests
Strategic approach	Naval dominance	Navy, State Oceanic Administration, and other government branches managing fishery affairs, border control etc., local governments	National Ocean Council, State Oceanic Administration, Navy, local governments, and actors outside political system
Case studies	Conflicts over Sino-Soviet joint warships and long-wave broadcasting stations	Conflicts over the exploration on oil gas fields in the East China Sea, Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea	Establishment of Sansha City, East China Sea Air Identification Zone, and disputes on 981 Drilling Platform and Diaoyu Islands
Period	1949–1979	1979–2012	2012–present

Personnalités

INDONÉSIE - Susi Pudjiastuti



Ministre de la Mer et de la Pêche, Susi Pudjiastuti est l'une des huit femmes ministres nommées par Joko Widodo et, comme sa collègue Retno Marsudi à la tête du ministère des Affaires étrangères, la première femme à occuper cette fonction depuis l'indépendance du pays. Une des figures les plus populaires du gouvernement actuel, elle est aussi la plus controversée : son franc-parler et ses méthodes peu conventionnelles, pourraient bien lui valoir sa position lors du prochain remaniement ministériel, annoncé pour octobre 2019.

Tatouée, divorcée et fumeuse invétérée, le personnage d'« Ibu Susi » (Madame Susi) va à l'encontre des conventions sociales, mais contraste aussi avec le profil des technocrates et du personnel politique traditionnel. Interrompant ses études au lycée, elle se lance à 18 ans dans le commerce de poissons, avant de monter sa propre entreprise spécialisée dans la transformation et l'export de fruits de mer, qu'elle associe ensuite à une compagnie de transport aérien. Sa compagnie, Susi Air, dispose aujourd'hui d'une cinquantaine d'avions et depuis 2008, de sa propre école d'aviation.

Dès sa nomination en 2014 au ministère de la Mer et de la Pêche (KPP), elle annonce le lancement d'une campagne radicale de lutte contre la pêche illégale, assortie d'une *Task Force* spéciale (Satgas 115), en charge de détruire les bateaux surpris en situation irrégulière. En l'espace de cinq ans, plus de 500 bateaux de pêche opérant illégalement dans la ZEE indonésienne auraient été coulés par ses équipes. D'après les statistiques de la KPP, les effets de cette politique se répercuteraient directement sur la faune marine, avec un doublement des stocks de poissons de 2013 à 2017 et une augmentation de la biomasse maritime.

Secteur identifié comme prioritaire par le gouvernement de Joko Widodo, la pêche est la surface émergée du projet présidentiel pour « remettre la mer » au cœur de la politique du pays, afin de faire de l'Etat archipélagique une vraie puissance maritime régionale. Cet enjeu politique s'ajoute à des enjeux stratégiques et sécuritaires évidents, dans un contexte de réveil des tensions en mer de Chine méridionale. C'est d'ailleurs dans la catégorie « défense et sécurité » que *Foreign Policy* a nommé cette année Ibu Susi dans la liste des 100 *Global Thinkers*.

Si la fermeté de sa politique vis-à-vis des incursions chinoises dans les eaux régionales pouvait lui valoir une

certaine popularité, celle-ci commence toutefois à froisser d'autres acteurs de la région, notamment le Vietnam, dont proviennent plus de la moitié des bateaux de pêche interceptés. Les tensions ont atteint leur paroxysme en avril dernier, lorsqu'Ibu Susi annonçait le projet de « couler » 51 bateaux de pêche supplémentaires, en plein milieu d'un contentieux maritime après l'accrochage d'un navire de la marine indonésienne avec un bateau de pêche vietnamien (cf. *supra* – Chronologie).

Pour plusieurs acteurs politiques, l'opiniâtreté de la ministre pourrait dès lors nuire à l'avancée des négociations autour du Code de conduite et de la reconnaissance de frontières des ZEE respectives. Soucieux de ne pas endommager l'entrée de capitaux étrangers – notamment chinois, le vice-président Jusuf Kalla appelait déjà début 2018, à la fin de la « chasse » aux bateaux de pêche. Mais c'est plus récemment Luhut Panjaitan, ministre-coordonateur des Affaires maritimes (Kemenko Kemaritiman) et bras droit du Président, qui semble s'opposer à la reconduction de la ministre dans le prochain cabinet. Plus enclin au compromis, Luhut est aussi soucieux de ne pas entrer dans un conflit frontal avec la Chine, dont il est l'interlocuteur principal. Le mois dernier, il demandait l'évaluation du travail de la *Task Force* Satgas 115, dans le cadre d'un projet « d'harmonisation » de la politique de lutte contre la pêche illégale, pour l'instant dispersée entre de multiples entités (garde-côtes ou KPLP sous l'égide du ministère des Transports, marine nationale ou TNI-AL sous la tutelle du ministère de la Défense, etc.). Estimant que la « thérapie de choc » avait fait son heure, il préconise le renforcement du Bakamla, une autre agence créée en 2014 et rapportant directement au Président, via le Kemenko Kemaritiman. Une réorganisation à suivre en octobre prochain donc...¹

SINGAPOUR - Kirsten Han



Journaliste militante et éditeur en chef de *New Naratif* (plateforme d'information sur l'actualité de l'Asie du Sud-Est), Kirsten Han représente la voix d'une jeune classe moyenne singapourienne, ne se satisfaisant plus du contrat social autour d'une « démocratie illibérale » (Hussin Mutalib).

1 - Aux dernières nouvelles, le remplacement de Susi Pudjiastuti semble se confirmer, celle-ci anticipant déjà son départ à travers un discours d'« adieux » devant un groupe de pêcheurs le 17 juillet dernier, rappelant en même temps l'importance de poursuivre son combat contre les « navires de pêche étrangers » dans les eaux indonésiennes. Voir le *Jakarta Post*, 18 juillet 2019, <https://www.thejakartapost.com/news/2019/07/18/susi-says-goodbye-tells-fishermen-to-keep-foreign-ships-away.html>.

Active sur les réseaux sociaux et dans la presse en ligne, Kristen Han écrit régulièrement pour de grands noms de la presse internationale, tels que *Al Jazeera English*, *The Guardian*, *The Diplomat*, *Foreign Policy*, ou *The Interpreter*. En mai dernier, elle fut récompensée d'un Human Rights Press Award pour un article publié dans *The Washington Post*, dans lequel elle s'attaque à une loi controversée sur les « fake news » - décrit comme un nouvel instrument du gouvernement singapourien pour contrôler l'opinion publique. Officiellement connue sous le nom de POFMA (Protection from Online Falsehoods and Manipulation Bill), la loi fut finalement ratifiée le 8 mai dernier par le Parlement singapourien, où le PAP (People's Action Party), au pouvoir depuis 1959, détient plus de 80% des sièges. Notons que ce même article du *Washington Post* avait été un an plus tôt, condamné par l'ambassadeur de Singapour aux Etats-Unis, puisqu'il dépeignait la cité-Etat comme un « paradis de l'autoritarisme ».

L'activisme de Kirsten Han a en effet de quoi déranger le gouvernement singapourien, car la jeune journaliste ne s'arrête pas là. Ses publications, révèlent aux internautes du monde entier tous les dossiers « épineux » du régime de la « ville lion », allant du déni des droits des LGBT à l'arrestation de bloggeurs critiques, en passant par le contrôle arbitraire de l'agenda et du processus électoral. Kirsten est aussi à l'origine de l'ONG We Believe in Second Chances, militant en faveur de l'abolition de la peine de mort à Singapour.

Ayant étudié le journalisme et la communication en Nouvelle-Zélande, au Mexique, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, Kristen Han incarne toutefois les revendications d'une génération issue de la classe moyenne Singapourienne aisée et « ultra-éduquée », dans un pays qui figurait en 2018 parmi les 10 plus mauvais élèves au monde en matière de lutte contre les inégalités, selon le classement d'Oxfam International.

Les playlists de musique pop « pour une rébellion indolente » (*easy rebelling*), que Kirsten propose aux internautes, pourraient en définitive ne chanter que les priorités d'une classe privilégiée de la société singapourienne.

CAMBODGE - Hang Chuon Naron



Ministre cambodgien de l'Education, de la Jeunesse et des Sports, Hang Chuon Naron mène depuis 2013 une politique à succès, afin d'élever le niveau du capital humain et d'adapter le système éducatif cambodgien à la « révolution 4.0 » de l'industrie manufacturière.

Docteur en économie, Hang Chuon Naron a été formé en

Ukraine et à Moscou, avant d'étudier le droit international dans de prestigieuses universités, telles que l'ENA ou la JF Kennedy School de Harvard. Auteur de nombreux ouvrages et articles, il est nommé en 2017, vice-président de l'Académie Royale du Cambodge. Son parcours académique et son expérience à l'international (il a travaillé pour de nombreuses organisations internationales, dont la Banque Mondiale, le FMI ou la Banque Asiatique de Développement), le distingue de la majorité du personnel politique, ayant pour la plupart bénéficié du népotisme ambiant et des jeux d'alliance politique.

Quand l'actualité internationale se concentrait sur le verrouillage de l'espace démocratique au Cambodge, ou la lutte du régime de Hun Sen contre l'opposition en exil, Hang Chuon Naron a de son côté continué à mener une politique tournée vers l'avenir et l'international, afin de renforcer la compétitivité de l'économie cambodgienne. Au cœur de sa politique : la montée en gamme et la diversification des compétences de la population active, enjeu directement associé aux défis à venir pour l'industrie nationale (le secteur textile emploie actuellement 86% des ouvriers industriels du pays et constitue 75% des exportations du pays).

Le développement de nouvelles formations adaptées et de pôles d'excellence, est donc indispensable pour non seulement occuper une population active jeune et de plus en plus nombreuse (30% de la population a moins de 30 ans), mais aussi central pour renforcer la compétitivité du pays et de ses talents à l'international. Le programme « New Generation School » par exemple, en partenariat avec la Banque mondiale, prévoit notamment la construction de laboratoires *high-tech* dans 200 écoles à travers 25 provinces du pays, afin de développer l'éducation d'excellence en science, technologies et ingénierie.

Dans un pays considéré comme le plus corrompu de l'Asie du Sud-est – figurant en 2018 à la 161^{ème} place sur 180 du classement de Transparency International –, Hang Chuon Naron s'est concentré quant à lui à lutter contre la fraude et la triche aux examens nationaux. Efficace, sa politique révéla en même temps l'ampleur du problème, avec un taux de réussite chutant de 83% à 26% la première année suivant la réforme. Ce taux est remonté à 62% depuis, grâce à une politique active de réforme managériale, à l'augmentation des salaires des enseignants et au développement en zone rurale des infrastructures scolaires – 90% ayant été détruites sous le régime des Khmers rouges. Le budget national consacré à l'éducation a ainsi doublé depuis son arrivée, son ministère se voyant même attribué le budget le plus important du gouvernement en 2019 devant la Défense et l'Intérieur.

Le régime de Hun Sen, jusqu'ici enthousiaste envers la politique de son ministre le plus populaire, pourrait se montrer plus réticent face au projet de Hang Chuon Naron de réformer les méthodes éducatives, afin de favoriser la formation de l'esprit critique de la jeunesse et l'intégration d'un « enseignement digital », s'appuyant notamment sur les réseaux sociaux. Si les élections de 2018 ont assuré le pouvoir absolu de Hun Sen, les derniers mois n'ont pas donné signe d'un relâchement du contrôle sur la société civile. Le Cambodge, qui perd encore une place dans le classement du World Press Freedom en 2019 (se plaçant désormais à la 143^{ème} sur 180), formait également l'an dernier un groupe de travail interministériel destiné à surveiller les médias numériques.

Agenda

10 - 12 juil.	13 ^{ème} rencontre des ministres de la Défense de l'ASEAN à Bangkok
15 juil.	73 ^{ème} anniversaire du sultan du Brunei Hassanal Bolkiah
27 juil.	Joint Working Group ASEAN-Chine pour la mise en œuvre de la Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale
28 juil.	67 ^{ème} anniversaire du roi de Thaïlande Rama X (Maha Vajiralongkorn)
29 juil. - 3 août	Réunion des Hauts fonctionnaires de l'ASEAN (SOM) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN, de l'ASEAN+3 et de l'EAS
1 ^{er} août	40 ^{ème} assemblée générale de l'AIPA (Assemblée Générale Interparlementaire de l'ASEAN)
9 août	Fête nationale de Singapour
17 août	Fête de l'Indépendance indonésienne
26 - 28 août	Rencontre du Comité de Coordination sur la Connectivité de l'ASEAN
31 août	Fête de l'indépendance de la Malaisie (<i>Hari Merdeka</i>)
2 sept.	Fête nationale du Vietnam
2 - 6 sept.	Rencontre des ministères de l'Énergie de l'ASEAN
3 - 11 sept.	51 ^{ème} rencontre des ministres de l'Économie et du Commerce de l'ASEAN (AEM)
16 sept.	Journée de la Malaisie (<i>Malaysia Day</i>), anniversaire de la création de la Fédération de la Grande Malaisie

3 Questions à...

Dr Deasy Simandjuntak

Associate Fellow (ISEAS - Yusof Ishak Institute, Singapore)

Are there any commonalities or common lessons from the last Southeast Asian elections?

Across the region, elections are considered a yardstick for “democracy” and that makes democracy seem to be thriving on the surface.

Yet although elections are widespread, some have exhibited authoritarian attributes. Elections do not always function as a platform for peaceful arbitration of political contestation; at times they merely give authoritarian regimes a veneer of legitimacy. Some elections do not accommodate oppositional voices, while some indicate massive vote-counting irregularities and a clamping down of political rivals. Even the Indonesian 2019 election – a country generally considered as the region’s most consolidated democracy – showed a pervasive religious campaigning which has resulted in a religiously-charged polarization of the society.

One particular election, that of Malaysia, however, had generated much optimism because it succeeded in removing a corrupt government. Yet the new government now faces various challenges – some pertain to the necessity to appease the Malay majority as they seek to retain their privileges.

Southeast Asian electoral democracies are thus challenged by their past and present authoritarian qualities.

What about the second mandate of Jokowi and its main challenges (TNI, Islam, the presidential team)?

Jokowi faces some challenges pertaining to the following issues: firstly, a national reconciliation. On 13 July Jokowi and Prabowo met for the first time after the election and called for a national unity. Yet the eight-month long religiously-charged campaigning has resulted in a polarization. Whether this “call” is enough to unite the already divided nation thus remains to be seen.

Secondly, bureaucratic reform. The President needs to navigate between various political interests when forming the new government. It is inevitable, for example, that political parties would seek to place their cadres in the new cabinet. Nevertheless, the 2019 elections showed a discrepancy between the parliamentary and presidential elections, and that political parties’ support was not the main reason for Jokowi’s triumph. Thus, the President should focus on ensuring effective governance and public satisfaction instead of accommodating various political interests.

Thirdly, corruption eradication. Instead of focusing on charging corrupt officials, the President needs to ensure effective corruption prevention. Yet his efforts would likely face challenges pertaining to political interests and this could possibly affect his governance agenda.

Fourthly, commitment to reform agendas. The President recently issued a regulation allowing active military personnel to assume key institutional and supervisory roles in non-military organizations.¹ This harks back to the authoritarian era where the military assumed a “dual-function” which had led to a massive military influence in the government and the parliament. This regulation has thus elicited protests. In 2017 the President had also issued a regulation banning organizations deemed against the state ideology Pancasila. This was also reminiscent of the authoritarian era’s strategy of using Pancasila to repress opposition voices. So far, the law has banned the Hizbut Tahrir Indonesia (HTI), an Islamist organization seeking to establish a caliphate, yet it could still be used against pro-democracy and human rights groups in the future.

Lastly, commitment to a functional democracy. There have been talks about the possibility of Gerindra (Prabowo’s party) joining the government, following the earlier attempts of other opposition parties such as Democrat Party and National Mandate Party to do so. If they become part of the government, the Islamist party PKS would be left as the only opposition. The shrinking of the space of the opposition group is not favorable for a democratic government which should be based on checks and balances mechanism. Moreover, if Islamism as an ideology becomes the main opposition, it will only consolidate the role of religious conservatism in mainstream politics. Subsequently, it will aggravate the existing religious polarization in the society.

Is there a proper ‘Southeast Asian civil society’ or is it still only at the national levels, without real transnational links, relationships or influence?

In the Southeast Asian context, it is important to refrain from considering that all ‘civil society’ groups have a uniformly pro-democratic outlook. On the contrary, they are not always a ballast for democratization.

In Indonesia, the Islamist groups’ sectarian mobilization has portrayed the former Chinese-Christian Jakarta governor Ahok as the enemy of Islam. This mobilization has succeeded in preventing his reelection in the gubernatorial election and led to imprisonment for blasphemy.

1 - Sur ce thème, voir la note de Yohanes Sulaiman, « Democracy, Indonesian military, and 2019 Elections », *Note de l’Observatoire Asie du Sud-est* – à paraître.

On the other hand, the Bersih movement of Malaysia is a civic movement which called for free and fair elections. The groundbreaking 2018 Malaysia's election which succeeded in overthrowing a corrupt government was partly the result of the Bersih movement's activism.



Dr Deasy Simandjuntak is political anthropologist and Associate Fellow at the ISEAS - Yusof Ishak Institute, Singapore. Her main interests are Indonesian democracy, national and local politics and decentralization. She completed her PhD in 2010 at the University of Amsterdam. She

regularly publishes op-eds and policy related articles on the subject of Indonesian elections and democracy. Her forthcoming article is entitled «Disciplining the Accepted and Amputating the Deviants: Segregated Religious Citizenship in Indonesia» (Asian Journal of Law and Society).

At ICAS (International Convention of Asia Scholars) 11, in Leiden, last week, Dr Deasy Simandjuntak spoke at the Roundtable Discussion on Indonesia's 2019 election. The panel was convened by Dr Nankyung Choi (Leiden University), chaired by Dr Ward Berenschot (KITLV). She shared the panel with Dr Marcus Mietzner (Australian National University - ANU), Dr Ahmad Najib Burhani (Indonesian Institute of Sciences - LIPI) and Adrianus Hermawan (ANU). This panel shed light on the polarization caused by the campaign strategies, which were influenced by Islamic conservatism. Case studies came from eastern Indonesia (Maluku), western Indonesia (Sumatra) and middle Indonesia (Madura). It argued that the current polarization, which was aggravated by the religious identity-politics, was not healthy for the future of democracy in Indonesia.

Dr Deasy Simandjuntak also presented at the panel on "Southeast Asian democratic decline". Her paper compared the populism and identity-politics as electoral strategies of Indonesia and Malaysia. It argued that while Islamism (identity-politics) and populism have converged in the Indonesian case, populism has curbed identity-politics in the Malaysian case. Other papers in the panel discussed the extra-judicial killings in the Philippines, sedition laws in Malaysia and anti-fake news law in Singapore.